

La Plateforme RSE, instance consultative placée auprès du Premier ministre, installée à France Stratégie, réunit les parties prenantes françaises de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Dans le contexte de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19, elle invite ses membres à faire part de leurs réflexions.

## POUR UNE SOUVERAINETE ECONOMIQUE A IMPACTS SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL



par Stéphanie Kerbarh, députée,  
présidente du groupe d'études RSE de l'Assemblée nationale

**Nos difficultés aux premiers jours de l'offensive du virus à équiper nos soignants ont dévoilé notre fragilité. Cette dépendance à l'égard de fournisseurs étrangers pour sauver les vies de nos concitoyens, au-delà de révéler nos vulnérabilités en temps de crise sanitaire, pose un enjeu encore plus vaste.**

La pandémie du Covid-19 est devenue le symbole létal de notre dépendance dans de nombreux domaines économiques stratégiques. Cette première crise sanitaire mondiale vécue en temps réel a ainsi remis à l'honneur en quelques jours un impératif de souveraineté. Il passe par la reconquête de nos industries stratégiques, plus faciles à identifier lorsque nous sommes directement confrontés aux difficultés. Il ne s'agit pas de faire rimer souveraineté avec repli sur soi. Surtout à l'heure où l'emprise sans frontière du Covid-19 illustre comme jamais le besoin de coopération internationale ! C'est d'une refondation stratégique dont la France a besoin. Et pour être efficace, une priorisation s'impose afin de concentrer les efforts dans des filières sur lesquelles la France dispose d'atouts incontestables, sur lesquels capitaliser pour gagner en indépendance.

Ces filières de souveraineté, pour prospérer, peuvent et doivent reposer sur une logique d'économie circulaire et de responsabilité environnementale, sociétale et territoriale propice à des emplois durables et une empreinte environnementale maîtrisée.

Trois filières stratégiques réunissent de telles garanties de retour sur investissements et sont en mesure de répondre au besoin de sécurité sanitaire, alimentaire et technologique de notre pays.

Dans le domaine de la santé, la France dispose d'incontestables savoir-faire et d'infrastructures. Face au défi démographique de notre pays qui va connaître le retrait progressif d'une génération de baby-boomers, toute la gamme des soins, du personnel aidant aux traitements curatifs lourds, constituent autant de besoins à satisfaire. Emplois, bien-être et cohésion intergénérationnelle sont autant de promesses atteignables si l'on se donne les moyens d'une souveraineté sanitaire.

S'agissant de la filière alimentaire, les atouts français sont connus et la souveraineté alimentaire constitue un objectif à notre portée. L'exigence grandissante des consommateurs français pour la traçabilité des produits alimentaires et le succès des filières locales ou bio sont autant de signaux d'un marché mature, générateur d'emplois locaux qui gagnent en attractivité.

S'il est évident que l'agro-industrie reste à ce jour fortement dépendante des importations, notamment

dans l'alimentation animale, l'existence d'alternatives crédibles l'est tout autant. Mieux exploiter nos terres arables disponibles tout en réduisant le bilan carbone de nos assiettes à la maison et dans toutes les cantines de France est possible. Acheter français coûterait selon une récente étude 15 euros de plus par citoyen chaque mois, un tel défi serait-il insurmontable ?

Concernant l'extraction des matières premières, enfin, le secteur présente un intérêt stratégique jusqu'à maintenant très peu mobilisé, alors que des pans entiers de notre économie en dépendent : la santé, l'agriculture, l'énergie, l'automobile, la défense et les technologies de l'information, etc.

En continuant de se refuser à exploiter ses ressources, la France creuse une dépendance qui limite notre marge de manœuvre pour relever les défis stratégiques du réchauffement climatique, de la protection de nos données personnelles ou de notre production d'énergie. Sans compter le risque que les ambitions européennes d'un Airbus de la batterie restent un vœu pieux...

Les impacts environnementaux et sociaux liés à l'exploitation minière font l'objet d'une grande attention voire d'une méfiance citoyenne. Cependant, les conciliations sont possibles. Elles nécessitent une refonte de notre code minier fixant les conditions d'une exploitation minière durable et responsable, tout au long du cycle de vie d'une mine. Un tel cadre devra ainsi mettre au centre la qualité du dialogue avec les parties prenantes et des études d'impacts, ainsi que la recherche constante de partage de la valeur sur les territoires. Les impacts environnementaux, sanitaires et sociaux devront guider chaque projet et faire l'objet d'un suivi attentif. Pourvu qu'il soit accompagné des moyens pour en contrôler le respect, ce cadre serait le meilleur gage de conciliation et d'implication de toutes les parties prenantes des territoires concernés. Nous devons tirer les leçons de notre dépendance révélée par la crise du Covid-19. Seule une volonté politique forte pourra impulser une reconquête de souveraineté à impact économique, social et environnemental. Alors, sans tarder, sans attendre et sans crainte, construisons notre souveraineté économique.

*Tribune publiée le 21 avril 2020 par Les Echos*